

Journal d'information et d'opinion  
des étudiants romands

Organe de liaison de l'Union nationale  
des étudiants de Suisse (UNES) en  
Romandie.

Publié par les E.E.R. c/o Agépoly  
1015 Lausanne  
(Tel. 021/47 20 95 le matin et  
26 82 01 l'après-midi)

Rédacteur responsable :  
Luc Recordon

Tirage : 5'000 exemplaires.

# unes - presse

## La lutte contre le Numerus Clausus

Le récent concordat intercantonal sur le financement des universités constitue, entre autres, une tentative fédéraliste d'éviter le Numerus Clausus dans les universités cantonales. Les cantons universitaires s'y engagent à garantir le libre accès à leurs hautes écoles pour les ressortissants des cantons sans université en contrepartie d'une contribution financière de ces derniers. L'Union nationale des étudiants de Suisse soutient ce principe de concordat. A terme, elle exige par contre une augmentation massive des subventions fédérales, car celles-ci

## EDITORIAL

Ouf ! Le sommaire terminé, reste-t-il au rédacteur un peu d'encre et de venin, au lecteur (mordu) un peu de souffle pour supporter encore un éditorial ?

Et pourtant, avec le passage aux numéros à deux chiffres et trois ans de parution, Unes-Presse atteint enfin aux moyens de ses ambitions. Faire le lien entre les cinq hautes écoles romandes; vous mettre sous le nez des informations sur votre métier (les études) au lieu qu'elles crouissent dans l'anonymat de la presse quotidienne; poser quelques questions évidentes ou plus lointaines à 25'000 "étudiants-Arlésiennes" (romands) pour qui, de plus en plus semble-t-il, le silence est d'or...

L'encourageant de l'affaire est qu'en ouvrant un peu les yeux au-delà de sa fac' bien-aimée et en regardant pardessus l'épaule de son "alme mère", on s'aperçoit qu'il y a tout de même souvent quelque chose qui bouge : il y a six mois à Berne et à Genève, hier à Lausanne et à Fribourg. Peut-être ce journal donnera-t-il des idées aux rénovateurs de la conscience estudiantine.

Car thèmes et problèmes sont comme toujours les premiers à répondre à l'appel : chacun dans leur genre; Francisco Caicedo, les théologiens et médecins mal à l'aise, les universités qui s'apprêtent à serrer la ceinture de leurs étudiants vous lancent des interpellations qu'il vaut mieux ne pas laisser s'évanouir. Sans parler de "L'Atout" qui panique déjà à la lecture des dossiers de l'UNES !

Luc RECORDON

## POLITIQUE DE L'EDUCATION :

### LA PARTICIPATION DES CANTONS NON-UNIVERSITAIRES AU FINANCEMENT DES UNIVERSITES

tiennent compte de la capacité financière des cantons sans université.

#### Notre conception du droit aux études

Nous ne définissons pas la demande de formation à partir des besoins du système économique et politique. Nous n'entendons pas non plus que les problèmes de la formation supérieure soient déplacés sur le plan de la formation professionnelle. Face au faible taux de diplômés universitaires en Suisse (7,2 %), le plus faible de l'Europe centrale, et face au rapport déséquilibré du taux d'universitaires, la Romandie forme et absorbe deux fois plus d'étudiants que la Suisse allemande. L'UNES maintient sa thèse : le système d'instruction à tous les niveaux doit être à la disposition de chaque citoyen et lui permettre d'y trouver une large base pour apprendre une profession qualifiée et susceptible d'être approfondie. A une époque dominée par des troubles dans l'environnement et le système social, des études qui préparent à une participation active à la vie politique, sociale et économique sont plus que nécessaires.

#### Critique du concordat

Il serait faux de considérer le mode de financement des universités comme un simple problème de politique fiscale.

C'est pourquoi l'UNES aimerait rendre attentif aux conséquences possibles de l'introduction des contributions par tête d'étudiant.

- Par un tel système, où chaque année que l'étudiant passe à l'université entre dans les calculs du montant des contributions des cantons sans université, de nouvelles pressions et sélections risquent de voir le jour : la limitation des *contingents* dans les collèges, un contrôle accru par voie

Le texte de l'accord intercantonal et l'étude détaillée réalisée par l'UNES à ce sujet peuvent être obtenus à l'adresse des EER.

d'examens, la limitation de la durée des études particulièrement grave pour les étudiants qui financent leurs études par leurs propres gains.

- Ce calcul par tête d'étudiant risque de mélanger deux domaines fondamentalement distincts : les frais d'exploitation des institutions de formation supérieure et les frais de formation de chaque étudiant. Le soutien à ces derniers par voie de *bourses d'étude* risque de faiblir.
- Les mesures contre la discrimination régionale, indispensables sans aucun

## SOMMAIRE

- **Editorial**, par Luc Recordon
- **Politique de l'éducation** :
  - La participation des cantons non-universitaires au financement des universités, par le Comité exécutif de l'UNES
  - Brèves nouvelles
- **International** :
  - Ulster, quel avenir ? par Laurent Duvanel
  - De ci, de là
- **Des unis** :
  - Lettre ouverte de l'Agef
  - Déclaration au sujet de la destitution du théologien Hans Küng
  - Mini-dossier "Logement"
  - Bruits de café'
- **Libres opinions** :
  - Prisonnier politique ou prisonnier de droit commun, par Francisco Caicedo
  - En lieu et place d'une rétrospective... par Laurent Duvanel (re-)
  - Réaction à tout prix, par Stephan Anderegg

doute, risque de faire porter la discrimination contre d'autres catégories : celle des détenteurs d'un diplôme de maturité pédagogique en premier lieu.

- L'engagement financier des cantons sans université menace de servir d'alibi au désengagement de la Confédération. Cela serait encore plus préjudiciable aux années de haute natalité qui attendent devant les portes de l'université.

**DEPENSES ET RECETTES PREVISIBLES DES CANTONS ROMANDS  
A LA SUITE D'UNE PARTICIPATION A L'ACCORD  
(pour 1981 à fr. 3'000.-- par étudiant)**

	<i>étudiants envoyés hors canton</i>	<i>payement à d'autres cantons (recevants) (en fr.)</i>	<i>étudiants extra cantonaux reçus</i>	<i>recettes des cantons universitaires obtenues des cantons non-universitaires (en fr.)</i>	<i>recettes/dépenses des cantons du fait de l'accord (en fr.)</i>
FR	506	1'518'000.--	2104	6'312'000.--	+4'794'000.--
TI	1502	4'506'000.--			-4'506'000.--
VD	764	2'292'000.--	1271	3'813'000.--	+1'521'000.--
VS	1459	4'377'000.--			-4'377'000.--
NE	442	1'326'000.--	670	2'010'000.--	+ 684'000.--
GE	161	483'000.--	2463	7'389'000.--	+6'906'000.--

**Conséquences d'un refus de participer au concordat**

Le paragraphe 8 du concordat précise que "les étudiants provenant de cantons qui n'ont pas adhéré au présent accord se verront imposer une taxe supplémentaire représentant au moins le montant de la contribution payée par les cantons signataires".

Cette mesure grave toucherait les quelques rares étudiants de cantons non-universitaires qui pourront encore étudier, car tous les autres seront admis avant eux.

Un arrêt du tribunal fédéral prouve qu'aucune loi ne s'oppose à une telle discrimination. On y lit (RO 103 la 369) qu'un canton ne peut en principe être empêché de favoriser ses ressortissants au détriment d'habitants d'autres cantons lorsqu'il s'agit de l'utilisation d'in-

stitutions cantonales. Toutefois ce traitement inégal doit se baser sur des raisons sérieuses et en rapport avec les circonstances. Il n'existe donc pas de traitement absolument égal des habitants de la Suisse et la Confédération manque de base légale pour intervenir, l'article constitutionnel ayant été refusé par le souverain en 1973. Dans les limites de "jugements raisonnables et appropriés" la liberté de décision des cantons universitaires est totale. *L'égalité des*

*chances* n'est fixée nulle part dans le droit suisse.

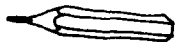
Les étudiants des cantons qui n'adhé-  
raient pas au concordat devront supporter eux-mêmes tous les frais. Mais l'enseignement universitaire ne peut et ne doit pas être à la charge de l'étudiant particulier. Les universités ne sont pas des écoles privées, mais leur entretien constitue un devoir d'Etat des cantons. L'énorme augmentation des coûts des études devra alors être compensée au moyen des bourses. Cela serait fatal, amènerait à confondre le coût d'une haute école et le coût des études individuelles; une telle surcharge du système boursier, qui est actuellement déjà très insuffisant, serait irresponsable.

**Comité exécutif de l'UNES**

**BREVES NOUVELLES**

● **LA RAISON D'ETAT**

*A propos des idées étonnantes de la Commission parlementaire de la recherche et de l'enseignement.*



*Il ne suffit pas de classer les cantons en deux catégories, selon qu'ils ont des universités ou non. Il faudrait également distinguer entre les cantons à capacité financière faible et les autres. On notera également que les cantons à faible capacité financière sont encore désavantagés par la faible proportion d'universitaires dont ils disposent. Aussi devrait-on mettre à l'étude un système qui garantisse à chaque canton un nombre minimal d'étudiants, mais qui n'introduise pas un contingentement compliqué, source de rigueurs inopportunes.*

● **L'ARMEE ET LA NEUTRALITE... DE L'ENSEIGNEMENT**

*Le Conseil des délégués de l'UNES a pris connaissance de l'existence d'un rapport intitulé "jeunesse et défense nationale" daté du 13.12.1978. Ce rapport n'a pas encore trouvé de la part des chefs de l'instruction publique et du Conseil fédéral l'accueil attendu.*

*L'UNES est préoccupée par les intentions du DMF qui veut imposer sa conception de la défense dans les écoles. Cette démarche est significative de l'instruction en Suisse qui doit rester indépendante de toute propagande idéologique.*

*L'UNES, à l'occasion de son Conseil des délégués demande à la Conférence des directeurs de l'instruction publique et au Conseil fédéral de tout mettre en oeuvre pour que les propositions du DMF soient définitivement abandonnées.*

**INTERNATIONAL**

**ULSTER : QUEL AVENIR ?**

Deux phares vous éblouissent, un panneau géant "STOP" vous fait bien comprendre qu'ils sont là : que vous arriviez à pied, en train, en bateau ou en avion, ils vous contrôleront, mornes visages rasés qui gagnent au péril de leur vie leur salaire de soldat anglais. Ca fait maintenant plus de dix ans qu'ils patrouillent dans les rues de Derry, au début c'était pour "maintenir la paix" : effectivement, on oublie vite que la mission des troupes de sa Majesté la Queen consistait à séparer la police du gouvernement protestant des insurgés du quartier de Bogside à Derry. Pendant quelques années, trois plus exactement, on a pu croire à cette justification. Mais lorsque, sous un gouvernement conservateur cette fois, Londres a voulu s'occuper plus intensément de l'Ulster, ses troupes furent le bouclier de la police indigène. Auparavant, le dernier gouvernement local avait édicté plusieurs lois d'exceptions (particulièrement sur les conditions de détention provisoire) et dès que ce pouvoir fut remplacé par un ministre des "affaires d'Irlande du Nord", il avait dans les mains un appareil de répression bien rodé. C'était en 72, époque du massacre de Derry, treize morts à la fin d'une marche de la Civil Rights Association...

Depuis, les choses ont bien changé, empiré disent les mauvaises langues. C'est un fait que dans une contrée peuplée de 1'523'000 habitants, où le chô-

**"J'ai travaillé une semaine"** et il s'en souvient...

Triste, mais vrai : le père, le fils et le grand-père méditent autour d'une table gluante de Guinness : les trois au chômage depuis toujours et le fils ne croit plus à des jours meilleurs. Heureusement qu'il leur reste les "Republican Clubs", qui tiennent le seul bar du quartier, pour aller dépenser leurs 12 livres d'allocations hebdomadaires.

mage (voir encart) dépasse le taux record de 11 % (de la population active), les Irlandais, de généreux et amicaux, sont devenus méfiants. Les colonisateurs britanniques cherchent toujours des solutions pour se sortir du guépier, mais leur seul "mérite" reste d'avoir mis sur cartes perforées la moitié de la population, histoire de mieux contrôler leurs allées et venues sans doute (une voix dans la salle : "voilà qui ferait plaisir à Furgler"...). Terry Gault, président de l'Association des étudiants de Queens University à Belfast, nous a précisé que cet état permanent de tensions, ajouté à la peur d'être mis au secret pour sept jours (les fameux droits d'exceptions cités plus haut) poussent à une apathie chez les gens suivant une formation. Ainsi, une des composantes essentielles du mouvement pour l'autodétermination de l'Ulster s'est "calmée". Pour quelles raisons ? Il me semble que les informations unilatérales dispensées par les

agences anglaises et qui relèguent le conflit au rang de phénomène statistique (du genre : c'est la 40ème bombe cette année) ou purement religieux (encore un coup des extrémistes catholiques) ignorent la dégradation grave des conditions de vie. Prenons Belfast comme exemple : cette ville de plus d'un demi-million d'habitants nécessite d'urgence un plan d'assainissement aux niveaux social, culturel et sanitaire : la pauvreté est présente partout; il reste 2 (si, si deux) cinémas dans toute la ville, 35 % des maisons ont besoin d'être rénovées, et j'en oublie !

Ainsi, on passe son temps à survivre, chercher un boulot ou un travail et les bombinettes cachées par l'IRA n'engendrent plus de révolte, mais bien une lassitude infinie. Si on peut lire de temps à autre que Madame Thatcher organise une conférence sur la question, je vous garantis que les participants réussiront à décider de la prochaine date de rencontre, mais pas beaucoup plus. L'esprit sectaire rôde et c'est une des racines du mal. Les "provos" de l'IRA — malgré le soutien financier d'un puissant lobby nord-américain — en sont réduits à continuer leur campagne — importante certes, mais ne justifiant pas les attaques contre des chantiers anglais où les victimes sont des ouvriers du cru — contre l'abolition du statut de prisonnier politique pour leurs camarades qui pourrissent à Long Kesle, la pire prison de l'endroit. Bref, on tourne en rond en Ulster.

**Commentaire :  
Que faire ?**

Il ne faut pas attendre de solutions toutes faites, mijotées à Londres pour ce conflit oublié : l'enjeu est trop gros. En effet, pour l'OTAN, l'Ulster est le ter-

rain d'exercice idéal pour tester les méthodes anti-guérilla urbaine. De plus, les tensions tant économiques que religieuses entre les communautés catholique

**"Checkpoint"**

— Stopper le moteur, les clés ici et en vitesse !

On ne force pas un barrage routier à Belfast. Des mignons petits seuils artificiellement montés sur la chaussée vous empêchent de passer à plus de 20 km/h et on ne lésine pas sur le barbelé. Supposons même que vous passiez, toute la ville est bouclée dans le quart d'heure qui suit. L'Etat de siège !

et protestante ne sont pas près de s'apaiser.

Si tout le monde est d'accord pour souhaiter un départ rapide des soldats anglais, il y a divergence sur les moyens à employer et surtout il manque un projet politique accepté par une majorité, projet qui ferait passer l'Irlande du Nord de son stade de pays le moins développé d'Europe occidentale à celui d'une nation indépendante.

Des sous, des investissements, voilà le leitmotiv. Mais c'est pas demain la veille et les chômeurs boivent de plus en plus ! ...

L. D.

**DE CI, DE LA**

- France, mère des...

Les 29 et 30 avril 1980, la Commission internationale de l'UNEF, Unité syndicale, propose un débat sur

1. les réformes universitaires, la politique des différents gouvernements

dans l'enseignement supérieur

2. la lutte des étudiants et de leurs associations pour les libertés démocratiques, partout dans le monde.

L'UNEF Unité syndicale invite toutes les associations et unions étudiantes à participer à cette réunion de discussion.

- Table ronde suisse sur la participation étudiante — Suite de la grève à l'Uni de Berne


L'Association des étudiants de l'Uni de Berne organise pour le 19 février une discussion avec "podium" sur les expériences de participation des étudiants dans les différentes universités suisses. L'UNES lance un appel à tous les intéressé(e)s, surtout aux Neuchâtelois(es) et Lausannois(es) qui ne sont pas organisés en association générale. La politique passe par la prise de parole.

- Selon les informations fournies par la presse internationale, le 14 décembre dernier est arrivé au Panama Mohammed Reza Pahlavi, ancien chah d'Iran.

La Fédération des étudiants du Panama a le devoir d'informer le monde et surtout le mouvement étudiant mondial démocratique et progressiste qu'elle condamne le plus énergiquement la décision inconsidérée du gouvernement panaméen d'accepter une personne qui a commis de si horribles crimes contre le peuple et les étudiants d'Iran.

Dans le même temps, nous affirmons que le peuple et les étudiants panaméens s'opposent avec détermination à la pression et au chantage exercés par les groupes économiques puissants au Panama qui, en collusion avec l'impérialisme américain, ont poussé le Président Royo à prendre une décision aussi insensée. (Communiqué de fin décembre 1979 de la F.E.P.).

**Eurotrain jusqu'à 26 ans**  
**280 destinations 23 pays**  
**jusqu'à 50% meilleur marché**



SSR à Fribourg Lausanne Genève et Neuchâtel

**Voyages SSR-Reisen**

## LETTRE OUVERTE DE L'ASSOCIATION GENERALE DES ETUDIANTS DE L'UNI DE FRIBOURG

Il est probable que beaucoup d'entre nous, face à l'évolution de laisser-aller parmi les étudiants, pensent qu'à l'intérieur de l'UNI tout se passe très bien et que les problèmes sont loin d'être présents. C'est pour cela que nous avons décidé d'envoyer cette lettre ouverte et de lancer un débat sur certains points bien précis.

### Lettres mortes

Le numerus clausus latinus est un autre coin obscur à explorer. Nous trouvons irrationnel de vouloir justifier le latin obligatoire pour la faculté des Lettres tout entière par des arguments tirés des besoins spécifiques de certaines sections. Cela démontre le désir obscur de maintenir une université d'élite et une mise sous tutelle des étudiants. Par l'existence d'immatriculations conditionnelles à l'université, celle-ci ne reconnaît pas pleinement tous les certificats de maturité. L'étude de sources latines doit découler de la seule et unique décision de l'étudiant.

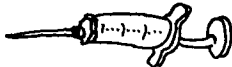
Enfin une politique plus claire et transparente en ce qui concerne l'admission à cette faculté des diplômés des écoles normales de toute la Suisse est souhaitable.

### Contenu et sélection

Là aussi, on est confronté à des situations inacceptables. Il n'est absolument pas sérieux, par exemple, que l'AGEF doive prendre en charge des cours qui ne sont pas envisagés dans les programmes ! (Voir introduction à la linguistique générale et à la sémiologie).

L'un des problèmes qui touche de plus près les étudiants est encore celui des examens. Nous ne demandons pas la disparition de cette forme de sélection, mais il faut la restructurer de façon intelligente.

Il est clair qu'il est difficile de faire une critique globale, et on devrait les traiter cas par cas; mais dès l'instant où l'on est confronté à des examens "monstres" (ex. demi-licence en économie : 8 examens en 10 jours, si l'on échoue à l'un des 8, on doit tous les repasser) qui donnent beaucoup plus d'importance à la performance psychologique de l'individu qu'à la préparation des études, on doit travailler à les "abattre" !



### Médecins malades

Les examens : le but, c'est la sélection (quantité et non pas qualité); ou même si ce n'est pas le but, c'est du moins le résultat. A la fin de la première année, l'étudiant subira une douzaine d'exams : s'il échoue, il repassera. Nous, les étudiants actifs, luttons surtout contre les traditions stériles, les petites chicaneries entre les professeurs des différentes branches et les "idées fixes" de certains autres. De plus, nous luttons contre la passivité des universitaires qui, trop souvent, sous le poids des épreuves et le manque de temps, se désintéressent, endurent leurs 4 semestres précliniques pour tourner ensuite le dos à Fribourg sans même chercher à changer ou à améliorer le sort des nouveaux venus.

En fin de compte, on voit que les problèmes sont bien là et touchent surtout les étudiants.

AGEF  
Conseil des étudiants

pendant 5 ans; ils ne connaissent pas le b-a-ba des gestes élémentaires (soins infirmiers, piqûres, plâtres, réanimation, etc.); ils doivent se plier à un plan d'étude sectaire, négligeant les méthodes nouvelles (acupuncture), les branches financièrement peu intéressantes (médecine préventive, médecine sociale, par exemple) ou méprisant les franc-tireurs tel le Dr Leboyer (et sa proposition "d'accouchement sans violence").

Nous reviendrons sur ces questions dans un prochain numéro, mais d'ici là, attention à n'en pas prendre pour son rhume !

### ● ETUDIANT EN DETENTION PREVENTIVE DEPUIS DEUX MOIS

Intervention du Conseil des étudiants et de l'Agef — Le 23 novembre passé, un étudiant de l'Uni de Fribourg, Francisco Caicedo, était arrêté par la police à la suite de l'attentat à la bombe de l'Imefbank au boulevard de Pérolles.

Il a été tout de suite mis en état de détention préventive, c'est-à-dire qu'il a été isolé dans une petite cellule sans la possibilité de communiquer avec qui que ce soit et surtout sans pouvoir bénéficier d'une aide judiciaire convenable (l'avocat ne pouvant avoir accès au dossier).

Or, le comité de l'Agef et le Conseil des étudiants, tout en se démarquant des faits à l'origine de son arrestation, se sont intéressés au cas, afin que Francisco puisse être mis le plus tôt possible dans un état de détention "normal"; l'Agef, le Spectrum, le Conseil des étudiants et le Recteur ont déjà écrit des lettres dans ce sens.

Cependant, le cas de Francisco a soulevé un problème plus général, qui est celui des conditions de détention en Suisse, qui semblent entrer en contradiction avec la Convention européenne des droits de l'homme de Strasbourg. Le Conseil des étudiants a donc décidé de convoquer une Assemblée de tous les étudiants de l'Université fixée au 30 janvier 80 pour discuter du cas de Francisco Caicedo, des conditions de détention en Suisse et de la législation suisse par rapport aux conventions internationales.

### ● GENEVE ET SES STATISTIQUES DECONCERTANTES

Qui a dit que les étudiants étaient de jeunes mâles en mal de gaudriole, bachotant comme des fous juste avant les "tristement grandes occasions" (les exams). Il faudra revoir les stéréotypes pour Genève du moins : non seulement trois facultés ou écoles sont déjà à majorité féminine (lettres, psychologie, traduction/interprétation), mais 4 diplômes sur 10 dans toute l'uni sont décernés à des femmes; de plus, hommes et femmes diplômés mariés pour 54 % d'entre eux (et on ne compte pas les unions libres) et en ayant des enfants pour ce qui est de 26 %. Quant à l'âge de ces finalistes, il passe 30 ans dans 23 % des cas.

### ● POLYSURF

Fer de lance du programme d'action du nouveau président de l'Agepoly (Association générale des étudiants de l'EPFL), Olivier Trancart, des régates

## BRUITS DE CAFET'

### ● LATINUS ANNON ! ANONNE ? AH NON !

Dans le sens de la "lettre ouverte de l'Agef" (voir ci-contre) un débat sur le problème du latin en particulier s'est déroulé en faculté des Lettres et s'est terminé par une résolution dont nous vous donnons la teneur, car elle illustre autant la vivacité du mouvement étudiant que le lien entre l'Agef (au niveau de toute l'uni) et l'une des facultés. "Nous avons le plaisir de vous informer des décisions de l'Assemblée générale des étudiants de la faculté des Lettres (du 15 janv.), au sujet de laquelle nous vous avons déjà rendu attentifs. Les étudiants se sont prononcés avec une écrasante majorité de 113 voix pour des études de latin facultatives. Personne n'ayant soutenu le status quo, 21 se sont abstenus et 21 autres ont soutenu une solution qui irait encore plus loin. Ce faisant, nous prenons une décision allant dans le sens du conseil de section des langues modernes et médiévales (Décision du 10 janv.).

L'assemblée a également soutenu une proposition visant à établir un rapport direct des cours de latin pratique avec

le domaine d'étude de l'étudiant.

Les étudiants attendent un accueil positif de leur décision. Dans le cas d'un refus catégorique du conseil de faculté, l'assemblée générale a prévu formellement une nouvelle réunion."

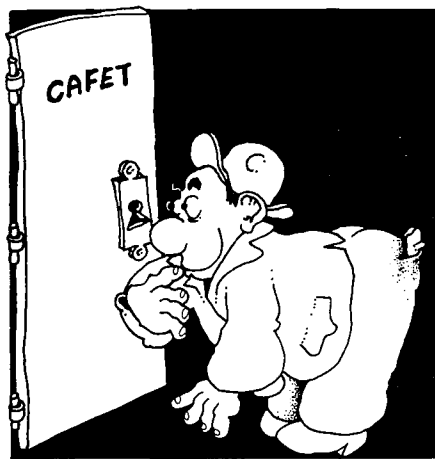
### ● GARE AUX MALADES !

Une bonne tradition semble s'être instaurée chez les médecins terminant leurs études à Lausanne et cela depuis quelques années : se demander ce qu'on a appris en 6 1/2 années d'études et ce qu'il en reste. Après les discours "blasphématoires" des cérémonies de fin d'études, il a fallu trouver autre chose, car la Faculté, offensée, avait simplement supprimé la cérémonie...

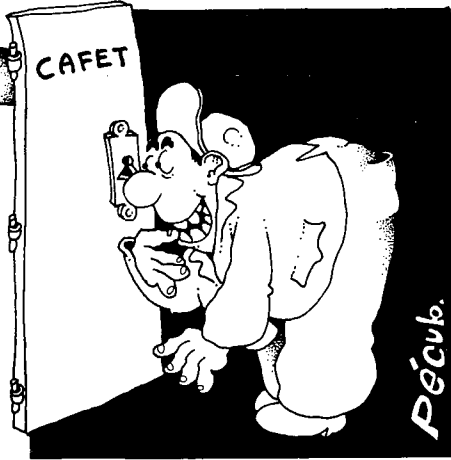
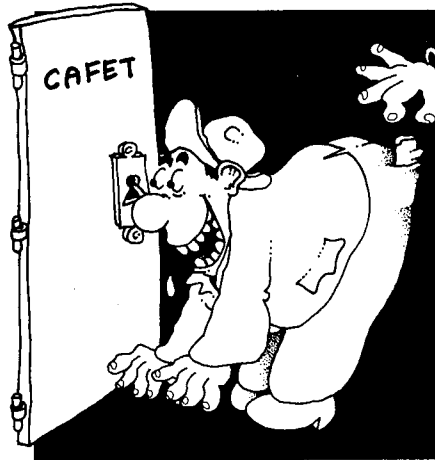
Constatant qu'il n'était au fond pas plus absurde de s'adresser au public, ce champ de malades futurs, les finalistes 79 ont posé leur stand au marché et distribué des fac-similés de leurs diplômes en guise de dérision. Objectif : que nous nous rendions compte que tels que la Faculté nous les concocte, bardés d'appareils, de savoir hautement technique et de sens de leur supériorité, les jeunes médecins sont de redoutables apprentis-sorciers.

Ils ont suivi (ou pas...) des cours-discours

internationales (!) de wind-surf seront organisées le week-end des 30, 31 mai et 1er juin prochain à Lausanne. Freestyle et course internationale en deux manches marqueront la journée du samedi; tandis que le dimanche verra un "raid" longue distance et haut comique, du moins l'espère-t-on, reliant Vidy - Dorigny - Ouchy - Vidy. Plus de détails à l'époque de la course et dans la presse quotidienne.



BRUITS DE CAFET'



● PORTION CONGRUE, MAIS ON EN A QUAND MEME RAS LE BOL

Dans les semaines précédant Noël, le Bureau de l'Agépoly et plusieurs étudiants ont mené une vigoureuse action de boycottage symbolique du Copernic, resto-U de la nouvelle EPF d'Ecublens, événement qui n'était pas le premier du genre dans les cafét's de l'EPFL. Aujourd'hui le gérant a dû accepter de diversifier son offre et a même été amené à résilier sa concession pour la fin de l'année académique. Il n'en reste pas moins décevant de voir qu'en dépit des ambitions et des moyens de l'EPFL dans ce domaine, la situation y apparaît aussi insatisfaisante que dans les autres "mensas"; les bien-heureux du BFSH (Sciences humaines) exceptés naturellement...

MINI-DOSSIER "LOGEMENT"

● La disparition d'espace habitable à bon marché touche tous les groupes marginaux. Parmi eux : les étudiants qui ne connaissent pas d'indexation de leurs ressources, les étudiants vivant dans une communauté pour élargir leur horizon, ceux qui luttent contre l'anonymat, pour une vie de quartier, pour l'insertion de leur "science" dans la vie quotidienne. C'est à peine un vingtième d'entre eux qui se montrent heureux du cadeau empoisonné que représente une cité universitaire.

● Illustrons la misère urbanistique :

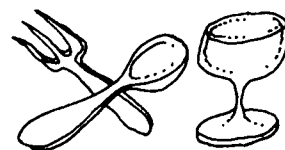
– A Fribourg : le 1er décembre 1979 il y a encore 216 appartements vacants en ville, contre 400 un an auparavant. A la Grand Rue historique on maintient les façades de l'époque des ducs de Zähringen, mais la protection des sites est impuissante contre la destruction des cours intérieures. Les amis font place au "redimensionnement".

– La coopérative étudiante zurichoise dispose de 689 places dans des habitations autogérées, mais les quelque 13'000 étudiants de l'endroit doivent compter avec un délai d'attente entre 6 mois et une année. Le dynamisme du secteur de la rénovation est de celui des banques fait que les maisons momentanément inutilisées ne tombent plus sous la main de la coopérative étudiante.

– A Bâle les étudiants et leur service du logement luttent contre la démolition de plusieurs immeubles anciens qu'ils avaient pu louer pour leurs fins. Ils viennent de passer un film présentant l'occupation en juillet dernier de certains logis. Ils sont en train de requérir de l'Etat une aide régulatrice dans le domaine : souvent ce dernier leur fait confiance, les particuliers moins souvent.

● La situation sociale des étudiants avait fait l'année passée l'objet d'une série d'interviews intensives. Aujourd'hui l'Office fédéral de la statistique suspend ces recherches réclamées par l'UNES il y a deux, trois ans. La raison invoquée pour l'arrêt de l'opération est certes noble : la protection des données n'est pas encore réglée dans une loi fédérale. Mais ne pouvait-on pas l'assurer autrement, et surtout avant de se mettre au travail ?

Lorsqu'on apprend dans la suite de la lettre de l'Office de la statistique, que la situation juridique de celui-ci n'est pas encore déterminée clairement, on se pose des questions. N'y a-t-il que des amateurs à Berne ou veulent-ils à tout prix éviter que lumière se fasse sur le Numerus Clausus social ? La gabegie de 14 administrations dessert la cause des étudiants sans logement, sans sous et 14 administrations dessert la cause des étudiants sans logement, sans sous et mangeant mal à la mensa.



DECLARATION AU SUJET DE LA DESTITUTION DU THEOLOGIEN HANS KUNG

(Ndlr : nous vous donnons ici connaissance du texte mis en circulation par le Groupe de base théologie de l'Uni de Fribourg).

1. Les soussignés ont appris avec consternation que le Vatican a retiré au théologien suisse et ancien conseiller du Concile Vatican II Hans Küng l'autorisation d'enseigner à la Faculté de théologie de l'Université de Tuebingen.
2. Ils protestent contre cette façon de procéder. Ni les évêques suisses ni Hans Küng lui-même n'étaient au courant de cette action clandestine lancée quelques jours avant Noël. Une telle procédure – inquisitoriale – tendant à réduire au silence un théologien gênant, rend peu crédible une église qui défend les droits de l'homme devant l'opinion publique internationale.
3. Le travail théologique de Hans Küng constitue une aide pour ceux qui ten-

tent d'approfondir et de justifier leur foi dans le monde d'aujourd'hui. Le silence qui lui est imposé sera pour beaucoup une cause d'amertume et détruira aussi les espérances que le Concile Vatican II avait fait naître parmi les chrétiens en recherche.

4. Les procédés utilisés contre Hans Küng contribuent à créer dans l'Eglise catholique un climat de peur et de répression qui entrave toute liberté d'expression.
5. Finalement, les milieux qui s'efforcent de promouvoir un Oecuménisme sérieux et qui ont trouvé en Hans Küng un défenseur engagé de leurs aspirations seront déconcertés.
6. Nous demandons avec insistance que les mesures prises contre Hans Küng soient annulées.

Ce texte sera envoyé au Préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi. Des copies seront transmises aux Conférences épiscopales allemande et suisse.

(Le texte allemand fait foi.)

## PRISONNIER POLITIQUE OU PRISONNIER DE DROIT COMMUN ?

Arrêté récemment et détenu au secret (voir communiqué sous la rubrique "Des unis"), Francisco Caicedo s'est fait l'auteur du texte suivant dont nous vous donnons connaissance.

Y a-t-il une différence entre ces deux catégories d'hommes qui sont enfermés dans tous les pays du monde ? Ou sont-ils plus proches qu'il ne semble à première vue ? Pour voir si cette différence existe, essayons de voir pourquoi des hommes risquent leur "liberté".

Il ne faut pas chercher de midi à quatorze heures pour le comprendre. Tout acte délictueux quel qu'il soit, est un cri de désespoir (espoir), de révolte contre une société occidentale :

- qui vous promet à chaque instant des moments de loisir ou de repos, alors que vous devez bosser tous les jours 9 heures;
- qui vous incite à la surconsommation tout en vous interdisant de tout avoir; il y a toujours quelque chose d'autre, de meilleur, de plus nouveau qui est inaccessible;
- qui proclame l'égalité des chances alors que dans la pratique, la mobilité sociale est très faible;
- qui se réclame des droits de l'homme, mais soutient des pays où règnent des dictatures militaires des plus sanglantes, commerce avec eux, investit sans vergogne chez eux;
- qui veut établir la paix dans le monde, mais continue de produire et de vendre des armes;
- qui vous offre à en croire la publicité, les rêves des Mille et une nuits alors que chaque jour ressemble plus au précédent sans que rien ne vienne changer votre circuit métro - dodo - boulot;
- qui veut lutter contre la faim, contre les souffrances des enfants au même moment où elle dépense 1 million de dollars par minute pour l'armement.

La liste pourrait continuer encore longtemps, des exemples de ce genre, il y en a pour tous les goûts, de l'enfant au vieillard, de la femme à l'homme, du noir au blanc. Voilà les raisons qui font qu'il y ait des prisonniers.

Et là-dedans, où est la différence entre prisonnier politique et de droit commun ? Il n'y a pas de différence. La nuance, qui les sépare, se situe au niveau de l'explication de leur geste : le politique l'expliquera et le justifiera par la critique qu'il fait de la société, l'autre dira que c'était pour se payer du bon temps. Mais dans les deux cas le désir profond, qui les pousse à agir, est le même : celui d'avoir accès à une vie meilleure, où la misère, l'ennui, les privilèges, l'insatisfaction n'existeront pas.

Nous sommes tous prisonniers d'un système politique donné. Les statuts de politique ou de commun ne sont que des catégories de droit définies par ce système qui se permet de juger, d'enfermer des hommes, alors que lui-même tue, vole, exploite à longueur de journée. De quel droit ?

De plus, tout "politique" qui ferait une différence entre lui et les communs et demanderait un quelconque statut spécial, nierait de ce fait sa propre politique puisqu'il veut obtenir certaines formes de privilèges et dans le fond se sent supérieur à ceux qui ne justifient pas leur geste par de "bonnes théories". Soyons sérieux ! Nous sommes tous égaux, défendons pour tous les mêmes droits.

Nous sommes tous des prisonniers politiques.



REACTION  
A TOUT PRIX

Il existe des organisations de droite qui pensent devoir s'associer pour garantir une libre information et qui confondent la politique avec une partie de cartes. C'est de "L'Atout" que je veux parler. Il se plaît à tricher, à se présenter comme "nouvelle organisation romande" sans mentionner que ses publicités politiques sont de simples traductions du "Trumpf-Buur" suisse allemand. En l'absence totale d'esprit critique, ces messieurs essaient de faire de l'esprit sur le dos de l'UNES. En guise de cadeau de fin d'année, nous avons droit à une déformation en règles de notre prise de position sur le projet de révision totale de la Constitution. Sur ce, la "Ligue vaudoise", réactionnaire depuis longtemps, et sans doute lectrice assidue de l'information libre mise aux enchères par "L'Atout" nous commande fièrement un exemplaire. Vu que la réaction romande est maintenant en possession de notre travail sur la Constitution, il est grand temps que l'Unes-Presse s'en inspire pour faire tomber la mafia politique suisse de ses fauteuils.

Revenons au texte de "L'Atout" diffusé en 270'000 exemplaires. On y démolit la revendication de l'UNES d'étendre le droit de grève aux établissements scolaires. On y prétend - les auteurs restent toujours anonymes dans ce jeu de cartes - "qu'une grève bien placée permettra de remplacer la connaissance de son propre pays par un cours sur le marxisme - léninisme". Ils ne pensent évidemment pas ce qu'ils disent, c'est la règle de leur jeu. Leurs services de renseignement les a certainement mis en garde contre l'imminence d'une grève générale dans toutes les universités suisses. Parole de militant, elle aura lieu en 1980 si primo l'accord intercantonal sur le financement des universités n'aboutit pas et, secundo, si les cantons universitaires et la Confédération font la politique de leurs moyens, c'est-à-dire abandonnent l'accès libre aux études.

Avec une grande assurance "L'Atout" porte son deuxième coup contre l'UNES, plus précisément contre sa proposition d'élargir la notion de "parti politique" à "tous les groupements politiques actifs". En soutenant l'idée du projet de renforcer ceux-ci en face des groupes d'intérêts établis, l'UNES a voulu ouvrir une brèche pour les mouvements écologiques et féministes par exemple. Nous avons écrit : "pourquoi dans une société pluraliste un engagement politique ne serait-il pas possible en dehors des partis ? C'est précisément par de petites associations d'intérêt qu'on arrive le mieux à faire participer les citoyens à la vie publique". Mais voyez comment ces "démocrates" envisagent la participation du citoyen dans le "petit réseau" (cf Unes-Presse No 9) et sur le terrain :

"Dans l'esprit des étudiants, il ne s'agit sans doute que d'accroître encore la marge de nos libertés. C'est ainsi, d'ailleurs, qu'ils pensent que la Confédération devrait soutenir financièrement les groupements politiques, les largesses de ses subventions devant s'étendre jusqu'aux associations de quartier. Ce qui aurait l'avantage de permettre la survie de quantité de groupuscules extrémistes dont l'action demeure aujourd'hui, faute de moyens, quasiment confidentielle".

Avant le dernier point, on passe à la calomnie : l'UNES propose de supprimer l'interdit fait aux partis de s'instruire des votes de ses adhérents et réclame davantage de publicité sur la situation des parlementaires. La première chose afin d'assurer aux petites fractions une meilleure cohésion et la deuxième afin de limiter l'influence clandestine des groupes de pression. Cette optique nous vaut la remarque philosophique suivante dans "L'Atout" : "la liberté en elle-même est le cadet de leurs soucis. Mise en exergue lorsqu'elle est utile, elle est, sitôt devenue gênante, mise au rebut".

Pour cette équipe, la liberté n'est qu'une marchandise, elle s'achète avec une "somme considérable" mise à disposition par des cotisants "bénévoles". Leur liberté, c'est un chiffre : 270'000 lecteurs.

Stephan ANDEREGGEN

## EN LIEU ET PLACE D'UNE RETROSPECTIVE... :

Unes-Presse, vous ayant offert un Laurent Duvanel des plus sérieux durant toute l'année dernière, est heureux de vous présenter enfin le vrai LD, fumiste, vaguement anar, joueur de flûte, quasi-rigolo, qui a séduit un bon 1,5 % des électeurs neuchâtelois aux dernières élections fédérales.

### ... les prédictions de Lolo Duvanel pour les flippantes années 80 (prononcez huitante)

Certains disaient, en se tournant froidement vers le passé, que les années 70 furent celles du désarroi, de la grande déception. En "fin" observateur Simon Kohler - radical directeur de l'instruction publique bernoise pendant 12 ans - ajoutait même dans La Suisse du mardi 1.1.80, que "la dualité prit la place du dialogue au cours de 79"... Très bien, tout ça, maintenant chacun se souvient (pour combien de temps ?) que Mao est mort, ainsi que Charlot. Nous, de l'Unes-Presse, on s'est demandé si c'était pas un brin pessimiste et peu constructif de rester pareillement croché sur les événements de la décennie écoulée (aveu : nos archives modestes ne nous permettent de toutes façons pas de vous livrer

la THE big fresque en technicolor de l'histoire proche). On est résolument tourné vers le futur, sans complexe, Madame Soleil marche depuis belle lurette, on s'est dit : pourquoi pas une rubrique utopix. Accrochez vos ceintures, c'est parti pour 1984.84 ? Vous dites ? - hé oui, ça nous guette lentement : pas besoin d'être mage pour savoir qu'une fois que Furgler tient pour nous baiser par cartes perforées et par détours, il ne le lâche pas pour une votation populaire (pas terrible la comparaison, mais pour un lendemain de fête vous pouvez pas vous plaindre, c'est gratuit ce canard après tout). 84 donc. Une bonne dose d'étudiants en trop dans les salles de cours mal chauffées - prix de l'or noir oblige - beaucoup de soucis pour la suite des opérations de sélection en haut lieu : ça risquent de péter un beau matin d'automne. Tito mourra et les Yougoslaves se poseront des questions sans réponses. On sautera du coq à l'âne gris. Noël ne sera pas déplacé, malgré une demande chinoise au pape. Duvanel ne vous fera plus chier avec des semaines d'actions mal placées, d'autres s'en chargeront, la continuité est toujours assurée en Helvétie, tant à gauche qu'à droite. Un Festival

"Droit des Jeunes" ou quelque chose dans le goût marquera à sa façon le début de l'été; pour plus de précisions, prenez contact avec le Csaï à Berne. On fouttra Goldorak à la poubelle pour un héros tout automatique qui répondra à vos questions en français. Bref, le vrai progrès risquerait bien de devoir attendre encore une autre date plus propice pour revenir sur terre.

Voilà, ça suffira pour cette fois, les prévisions sont mauvaises, bonne année, quelques larmes de crocodiles sur les erreurs de soi-ssant-e-dik.

UN VOEU : une capacité de révolte sans cesse renouvelée, histoire de clore sur un ton plus combattif cette divagation quasi-prémonitoire.

UN RAPPEL : Big Brother se prépare à vous surveiller, soyez sur vos gardes et ne perdez pas le sens de l'humour, le ridicule est l'arme des gens d'esprit.

UN LEITMOTIV : rendez-vous en 84 !  
... et trois ratons laveurs pour Franz Weber.

L. D.

